

Déclaration politique

MOUVEMENT D' ACTIONS PATRIOTIQUES (MAP) -BURUNDI BUHIRE



PAIX – JUSTICE - PROSPÉRITÉ

« NOUS DEVONS APPRENDRE A VIVRE ENSEMBLE COMME DES FRERES, SINON NOUS ALLONS MOURIR TOUS ENSEMBLE COMME DES IDIOTS » (MARTIN LUTHER KING)



CONTEXTE

Depuis plusieurs mois, des patriotes burundais résidents à l'intérieur et de la diaspora se concertent autour de la situation sécuritaire, humanitaire, socio-économique et politique inquiétante dans laquelle se trouve aujourd'hui leur Mère-Patrie, le Burundi, et comment ils pourraient contribuer à refonder la Nation et l'État Burundais.

Au cours de leurs nombreuses discussions, ces burundaises et burundais constatent que l'histoire du Burundi depuis les années de l'Indépendance jusqu'à nos jours reste marquée par de graves crimes dont les plus cités sont les crimes contre l'humanité, crimes de guerre et de génocide, commis en 1965, 1972, 1988, 1991, 1993, 2015 à nos jours. Les responsabilités des gouvernements, des partis politiques, des rébellions et des leaders politiques n'ont jamais été établies et tous ces crimes restent impunis. La nouvelle Constitution promulguée le 7 juin 2018 met dans une très mauvaise posture la démocratie et l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation et la Constitution qui en est issue, deux instruments qui avaient permis aux burundais de fonder un espoir pour le retour de la paix et la relance économique. La politisation de la justice et le fanatisme du législateur produisent une justice impartiale et une administration judiciaire corrompue et inefficace. La situation économique est désastreuse, tandis que la communauté internationale a tourné le dos à un Burundi qui dépend à plus de 50% de l'aide extérieure pour financer son budget. Les populations baignent dans une pauvreté permanente sans espoir de sortir de ce trou noir.



Sur un territoire de 27834 km², la population burundaise est au-delà de 11 millions d'habitants. En moyenne, l'indice synthétique de fécondité est de 5,5 enfants par femme et le taux de mortalité est de 48‰. Le Burundi est le deuxième pays densément peuplé en Afrique avec 470 habitants au km² et, 87% de la population totale vit en milieu rural. Plus de 5% de la population sont des réfugiés à travers le monde et surtout dans les Etats de la sous-région. À peine 8% de la population a accès à l'énergie électrique et dans certaines régions et milieux urbains, l'eau et l'assainissement sont encore rares.

Selon les récentes données de la Banque Mondiale, le taux de pauvreté global atteint 74,7% de la population. L'insécurité alimentaire est très inquiétante, avec plus de 57% des enfants qui souffrent de malnutrition chronique. Le manque de politique de création d'emplois fait que 65% des jeunes sont des chômeurs alors qu'ils représentent 60% de la population.

En matière d'éducation, des réformes improvisées et des mesures restrictives mettent non seulement à mal le système éducatif burundais, mais également hypothèquent l'avenir de tout un peuple. L'extrême pauvreté de la grande majorité des ménages burundais et le système éducatif mal organisé font en sorte que des centaines de milliers d'enfants abandonnent l'école primaire et secondaire, des dizaines de milliers ne poursuivent pas les études supérieures et universitaires.

Plus de 45 200 enfants ne sont pas inscrits à l'école primaire, plus de 200 000 adolescents ne sont pas scolarisés, moins de 7% de la population fréquente l'enseignement supérieur, dont 3% de filles.



Par manque de vision, l'enseignement supérieur connaît de lourdes ratées surtout en matière d'auditoires, de laboratoires et de logements, de la documentation et de bibliothèques, de l'usage et de l'intégration des technologies de l'information et de la communication, d'harmonisation des programmes, de soutien et de promotion de la recherche, des services aux collectivités, et transfert de connaissances pour l'action publique. L'enseignement supérieur demeure pratiquement inaccessible aux jeunes issus des familles les plus démunies, et principalement ceux qui résident en milieu rural.

Depuis le début des années 2000, la gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, la construction des infrastructures de santé et la décentralisation sanitaire avaient nourri des espoirs auprès d'une population pauvre. Elle a, par la suite, déchantée, suite au délabrement des infrastructures sanitaires, le manque de médicaments, de matériels et d'équipements médicaux, ambulances et la légèreté de formation des médecins et de contrôle de qualité, ainsi que l'amenuisement des budgets accordés au secteur de la santé. Tous ces ratés rendent paradoxalement le système de santé inopérant pour la population. A cela s'ajoute la perte de capital humain dans un secteur où le déficit en personnel qualifié était déjà très problématique. En 2017, le Burundi ne comptait plus qu'environ 500 médecins en fonction. Actuellement, sur les 18 570 professionnels de santé, les médecins et les infirmières représentent respectivement 3 et 37%, alors que 40 % du personnel est non qualifié.

Dans le secteur de l'environnement, les changements climatiques et le manque de politique cohérente de prévention des risques liés aux



catastrophes naturelles ont sérieusement affecté la production agricole alors que l'agriculture emploie presque 80% de la population active et contribue à 40% au PIB. La déforestation irresponsable, l'incohérence des politiques d'aménagement urbain, surtout l'absence des infrastructures de canalisation et de gestion des eaux usées et de l'eau des pluies détruisent la faune et la flore. Or, l'insalubrité et l'assainissement très déficients occasionnent des maladies infectieuses ou parasitaires, soumettent les populations au rythme des épidémies devenues progressivement des pandémies.

Le Burundi est également marqué aujourd'hui par une situation inquiétante des finances publiques, des déficits budgétaires chroniques, d'un manque et du délabrement des infrastructures sociales, publiques et commerciales. Avant 2015, l'aide extérieure représentait plus de 50% du budget de l'Etat. Mais, depuis la crise de 2015, avec la suspension de l'appui des donateurs, l'aide au développement a baissé de plus de 45%. Malgré l'annulation de 75% de la dette publique extérieure en 2009, le pays est dans un état grave de surendettement avec environ 65% de dette domestique contractée principalement auprès de la Banque de la République du Burundi et du secteur privé.

A ce tableau sombre, s'ajoute la pire politique d'éthnicisation des organisations syndicales, des organisations non gouvernementales, du secteur privé, des corps de défense et de sécurité, des services publics. L'effet d'entraînement affecte gravement les institutions, la santé économique et le tissu social. Le Burundi se retrouve aujourd'hui totalement isolé du reste de la communauté internationale.



Malheureusement, toutes les tentatives de solutions apportées aux différentes crises ont échoué lamentablement. L'exclusion des minorités ethniques, politiques, religieuses et des personnes souffrant d'handicap, est une autre triste réalité qui porte atteinte à la dignité des Burundais.

Le peuple burundais perd de plus en plus confiance en la classe politique suite à son manque de vision claire, à la corruption, au clientélisme, au favoritisme et aux inégalités dans la répartition des richesses nationales. Le Burundi est sérieusement en danger et les minorités sont de plus en plus exclues du jeu politique, économique et social, et menacées dans leurs vies et leurs biens.

Les patriotes burundais ont, par conséquent, conclu à l'urgente nécessité de refonder la Nation et l'État burundais et lui doter d'un nouvel ordre politique, axé sur une volonté citoyenne, sans distinction aucune.

Une nouvelle classe politique, de patriotes intègres et courageux ayant à cœur une vision nationale bien pensée, moderne et intégrant, dans la conduite des affaires publiques et privées, les valeurs d'Ubushingantahe, d'Ubuntu, de patriotisme, d'éthique, de culte de la vérité et d'intégrité, s'engage à porter et promouvoir un grand chantier politique de refondation de la Nation et de l'État Burundais.

RESOLUTION

À l'issu d'un large processus de consultations, les burundais résidant au Burundi et ceux de la Diaspora ont décidé de créer un mouvement politique citoyen pour la refondation de la Nation et de l'État Burundais, dénommé « **Mouvement d'Actions Patriotiques (MAP) – Burundi Buhire** » et de



l'implanter au Burundi et partout dans les pays où résident des compatriotes burundais.

MAP est un nouveau cadre d'expression politique et citoyenne ouvert aux hommes et femmes burundais intègres, animés d'esprit patriotique et du vivre ensemble, compétents et prêts à s'attaquer aux grands chantiers nationaux. Il s'agit d'un mouvement politique et citoyen rassembleur et inclusif sans aucune exclusion, et dont la mission est de redresser la situation chaotique décrite ci-dessus, en œuvrant à bâtir un État de droit moderne, laïc, digne, prospère, mais aussi, améliorer le bien-être collectif de la population burundaise.

Les burundaises et burundais adhérant à ce Mouvement doivent s'engager à contribuer à la refondation de la Nation Burundaise, sur base des valeurs fondamentales de démocratie, de paix et de cohésion sociale, de respect de la personne humaine, d'Ubushingantahe et de justice sociale, afin que chaque citoyen s'épanouisse librement et puisse participer de manière effective à la construction de sa Mère-Patrie. Cela passe par l'enracinement des pratiques politiques dans une culture de paix, le développement durable, la modernisation de la société, la promotion du culte d'excellence et de mérite patriotique, l'éradication de l'ignorance et de la pauvreté. Le mouvement veut repenser l'art de faire la politique en proposant un nouveau pacte social à la population burundaise pour éradiquer toutes les vellétés de mobilisation des identités ethniques à des fins politiques et, endiguer les actes de violence et de génocide qu'alimente le passé sombre de notre histoire.



VISION POLITIQUE

La vision du « **Mouvement d'Actions Patriotiques (MAP) – Burundi Buhire** » s'appuiera sur les quatre axes suivants :

- 1. Le Respect de la Personne Humaine :** Aucune burundaise, aucun burundais, ne devrait plus être considéré, et surtout pas exclu, sur base de son identité ethnique, ses croyances philosophiques ou religieuses, son sexe, son handicap physique, son âge, sa région ou sa province d'origine. Seules l'identité nationale et les compétences de chacun permettront la différenciation et la complémentarité des citoyens burundais. Le leitmotiv du mouvement est d'asseoir une véritable démocratie, faire du Burundi un Etat de droit dans lequel tous les citoyens seront égaux en dignité et devant la loi tout en veillant à la protection et à l'assurance des droits des étrangers, des mineurs, des aînés, des vulnérables et toutes les autres minorités.
- 2. La Paix et la Stabilité:** La paix et la prospérité du Burundi sont possibles. Mais, chaque fille et fils du pays doit s'y investir corps et âme. Le Burundi a, plus que jamais, besoin d'asseoir une véritable démocratie, la bonne gouvernance, la meilleure éducation pour tous, la sécurité alimentaire et la santé de son peuple, le tourisme et le développement durable, la recherche et la technologie. L'aide, qu'elle soit, régionale ou internationale, pour rétablir la paix et financer son développement, ne viendra qu'en appui aux efforts des citoyens. Il s'agira de rebâtir un Burundi pacifié, uni, paisible, digne et stable dans lequel seront bannis, les conflits inter-ethniques, la mauvaise gouvernance et la corruption.
- 3. Une justice indépendante, efficace et impartiale :** Le MAP considère que la



justice indépendante est une condition préalable à la bonne gouvernance, au développement, à la démocratie véritable, à la cohésion sociale et à la stabilité. Après plus d'un demi-siècle de mauvaise gouvernance et de crimes graves contre les citoyens burundais, il est grand temps de rendre justice, lire le droit, établir les vérités, rééduquer les prisonniers et réconcilier le peuple burundais.

Le MAP rendra un hommage à toutes les victimes de la barbarie humaine, à tous les hommes et à toutes les femmes qui croupissent injustement dans les prisons et dans les camps de réfugiés et de déplacés intérieurs, et à tous ceux qui ont été forcés de se réfugier dans des pays étrangers et qui sont privés de participer à la reconstruction de leur pays. Le seul moyen de rendre hommage à toutes ces victimes innocentes, de les rétablir dans leurs biens, de leur rendre justice est de s'engager collectivement et sans tergiversation à bâtir une justice impartiale, indépendante et efficace, dans un Burundi moderne.

Fondamentalement, la réussite de la démocratie burundaise dépendra de la séparation des pouvoirs entre l'Exécutif, le Législatif, le Judiciaire, ainsi que du respect de l'action des acteurs sociaux, de la liberté de la presse, des mouvements syndicaux et des différents ordres professionnels. La justice devra être accessible à tout citoyen burundais, à tout étranger résident ou en visite au Burundi et l'assistance par un avocat sera un droit, mais également feront partie des services sociaux offerts par l'État aux enfants mineurs et à toute personne vulnérable.

4. La Relance de l'Economie : La situation socio-économique dans laquelle le Burundi se trouve actuellement est intenable. Avec une agriculture vivrière qui



ne peut plus nourrir sa population, le Burundi survit aujourd'hui grâce à l'aide alimentaire des pays étrangers ou des organisations humanitaires. Les premiers balbutiements vers l'industrialisation ont été annihilés par les pratiques de mauvaise gouvernance économique. Les services sociaux de santé, d'éducation et d'assistance aux populations les plus vulnérables sont en voie de disparition. Le Burundi doit redonner confiance à sa population, à ses hommes d'affaires, aux investisseurs et partenaires étrangers, y compris ses voisins.

Pour propulser l'innovation et la production industrielle et minière, commerciale et touristique, le MAP ne ménagera aucun effort pour contribuer à l'augmentation de la capacité énergétique du Burundi. Tenant compte de la situation géographique, de l'intégration régionale et de la mondialisation, de l'essor des technologies de l'information et de la communication, le Burundi devra investir massivement et stratégiquement dans l'économie du savoir (éducation, numérique, technologies).

PILIERES D'INTERVENTION

L'action du « **Mouvement d'Actions Patriotiques** » sera axée sur les 14 principaux piliers suivants :

1. **La Réhabilitation de l'Identité Nationale** : Le mouvement se propose d'abord de restaurer la triple survie physique, politique et économique de tous les citoyens et assurer un avenir radieux au Burundi pour ses filles et fils. Il s'agira ensuite de redynamiser notre identité nationale, autour de notre langue nationale, le Kirundi, notre culture, nos traditions, notre



histoire, la pratique d'Ubushingantahe comme institution de conseil, de réconciliation et de justice pour tous, de justice sociale, de défense de la nation, ..., des valeurs qui ont cimenté notre Nation depuis des siècles. Ce retour au bassin axiologique nous permettra de structurer et cimenter les valeurs cardinales que tous les régimes politiques qui vont se succéder vont défendre et protéger.

2. La Redéfinition d'une Démocratie véritable : Depuis l'aube de l'indépendance acquise le 1^{er} juillet 1962, les burundais ont expérimenté diverses formes de démocraties : le processus électoral de septembre 1961, la monarchie parlementaire jusqu'en 1966, les élections organisées par les régimes républicains monopartites, les référendums sur les chartes et constitutions. Maintenant, il s'agira de puiser dans notre identité nationale et de construire le système démocratique qui pérennisera la paix et la sécurité pour tous les citoyens, la justice sociale et le développement intégral. Une véritable démocratie en paroles et en actes est le pilier d'une bonne gouvernance sécuritaire, politique, économique et sociale.

3. La Promotion de l'Ecole du Savoir conforme aux besoins de l'économie : Les systèmes scolaires actuels sont des systèmes d'acquisition des connaissances sans lien direct avec nos valeurs et les besoins de notre société et de notre économie. En vue d'améliorer le bien-être des populations, il va falloir revoir et moderniser le système éducatif burundais de la petite enfance à l'enseignement supérieur, qui puisse répondre aux préoccupations de notre société et qui promeut une éducation de qualité. Une école qui tienne compte des impératifs de l'intégration sous régionale et



de la mondialisation, de l'essor des technologies de l'information et de la communication. Il s'agira de promouvoir l'école du savoir, le transfert des connaissances et la vulgarisation pour l'entrepreneuriat et l'action publique.

4. **La Valorisation de l'apport des Femmes :** La population burundaise est constituée de 52% de femmes. Pendant longtemps, les femmes, aussi bien rurales qu'urbaines, ont démontré leur capacité à participer aux processus de démocratisation, d'émancipation sociale et de développement économique et social, en tant que mères, éducatrices, forces ouvrières, et agents de changement. Cependant, leur contribution n'est pas valorisée. Le Mouvement s'attèlera à améliorer les conditions socio-économiques des femmes rurales et des quartiers défavorisés qui sont aujourd'hui déplorables. Sur base de compétence et de mérite, MAP propose de relever le niveau de participation des femmes au moins à 50% dans toutes les sphères de la vie nationale et particulièrement dans les institutions et organisations publiques.

5. **Le Renforcement du Rôle des Jeunes dans la Recherche de la Paix et la Prospérité du pays :** Les jeunes, aussi bien les filles que les garçons, représentent plus de 60% de la population burundaise, mais il est très regrettable que le chômage touche plus de 65% d'entre eux. D'une part, les jeunes représentent une ressource potentielle pour une croissance économique durable et le développement social. Mais également, ils peuvent constituer une source de tensions sociales et de conflits, lorsque les conditions nécessaires à leur épanouissement, en tant que citoyens productifs, ne sont pas réunies. Pour faire face au chômage, en plus de motiver l'encadrement et le financement des microfinances pour booster



l'entreprenariat, MAP va contribuer à l'amélioration d'un climat d'affaires internes et à l'investissement direct étranger. Une éducation de qualité, une politique de création d'emplois à travers des formations techniques et professionnalisantes, une éducation à la paix et à la citoyenneté permettra d'améliorer les conditions d'épanouissement des jeunes.

6. La Réorganisation des Systèmes de Production et de l'Administration

Public : Le Burundi dispose d'énormes potentialités agricoles, pastorales, minières, industrielles et de services qui peuvent promouvoir le développement économique et social, réduire la pauvreté, promouvoir le développement durable et la prospérité partagée, tout en réduisant le chômage des jeunes. Afin de réaliser un développement durable, le MAP s'engage à réorganiser les systèmes de production de biens et services, en définissant des objectifs clairs à atteindre. Dans ce même contexte, MAP proposera la restructuration de l'Administration Publique en vue de rendre cette dernière plus performante, efficiente et professionnelle, afin d'endiguer les fléaux de corruption, de malversation, de concussion et de blanchiment d'argent, et accompagner et faciliter la production des biens et services, une bonne répartition sur toutes les couches de la population, qui favorisera la réduction de la pauvreté et la prospérité partagée.

7. La Mise en Place des Conditions d'une Protection Sociale des

Populations : Les services sociaux, en particulier l'éducation et la santé, sont en déclin, à cause du faible appui de la part des pouvoirs publics actuels. Les couches les plus vulnérables de la population burundaise, à savoir les



enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes, les personnes souffrant de handicaps divers et de maladies chroniques, sont dans une situation de désespoir. La prospérité dépendant également de la meilleure santé des populations, l'un des chantiers majeurs du MAP sera la modernisation du système de santé, l'amélioration de la qualité de formation des travailleurs et spécialistes de la santé, l'accessibilité et la qualité des soins et du matériel, le contrôle de qualité, l'entretien et la construction des infrastructures sanitaires modernes.

8. **La Promotion d'un Nouveau Partenariat avec le monde** : Actuellement, le Burundi s'est enfermé dans ses misères, en se mettant à dos les organisations internationales et régionales, les pays amis, les pays voisins et les organisations non gouvernementales. Le Mouvement mettra en avant une politique de bon voisinage et d'amélioration des relations d'amitié avec tous les pays et organisations internationales tout en préservant les valeurs et intérêts burundais. MAP renforcera les capacités et l'efficacité du corps diplomatique burundais et des négociateurs en chef.

9. **Le Développement de notre Patrimoine Touristique et Culturel** : Le Burundi est beau et riche par sa culture, ses traditions, ses lacs, ses parcs, ses montagnes et sa faune. Son peuple est travailleur et accueillant. Il pourrait servir de carrefour pour la sous-région des Grands Lacs et attirer les touristes et les investisseurs étrangers, et plus particulièrement les membres de la diaspora burundaise. MAP va protéger et revitaliser les parcs nationaux. Le secteur privé sera encouragé à investir dans l'industrie environnemental, touristique ou ludique : parcs aquatiques et zoologiques.



-
10. **La Protection de notre Environnement face aux Changements Climatiques :** Le Burundi devra préserver son patrimoine environnemental, en prenant toutes les mesures nécessaires pour que les changements climatiques n'hypothèquent pas l'avenir de nos systèmes agricoles et pastoraux, de nos forêts naturelles et de la faune protégées. Il va falloir également adopter des politiques de prévention de la déforestation, de prévention et de mitigation des catastrophes naturelles, d'un assainissement et d'une urbanisation responsables.
11. **La Professionnalisation de l'Armée et de la Police :** La paix et la sécurité sont les préalables à la démocratie et au développement. Le retour à la paix passe d'abord par une réforme effective des corps de défense et de sécurité pour en faire des corps républicains, professionnels, politiquement neutres, respectueux de la dignité humaine et des équilibres prescrit par l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation. Le Mouvement contribuera à amener le Burundi à se doter d'une armée et d'un système de sécurité solides et véritablement nationaux. MAP s'emploiera à la mise en place des corps constitués au-dessus des fanatismes politico-ethniques, mais plutôt voués au service des citoyens.
12. **La Promotion d'une Justice pour tous :** L'indépendance et l'impartialité de la justice sont prescrites dans l'Accord d'Arusha et dans la Constitution du Burundi du 18 mars 2005. Aujourd'hui, la question de la justice est au cœur de l'impasse démocratique au Burundi. Le système judiciaire est contrôlé et instrumentalisé par le pouvoir exécutif malgré que la séparation des pouvoirs soit un des principes fondamentaux proclamés



par la même constitution. Le mouvement proposera dans sa vision, les réformes nécessaires pour assurer l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire. Fondamentalement, la réussite de la démocratie burundaise dépendra de la séparation des pouvoirs entre l'Exécutif, le Législatif, le Judiciaire, ainsi que du respect de l'action des acteurs sociaux, de la liberté de la presse, des mouvements syndicaux et des différents ordres professionnels. La justice devra être accessible à tout citoyen burundais et les services d'avocats seront, non seulement, une obligation, mais également feront partie des services sociaux offerts par l'État aux enfants mineurs et à toute personne en situation de précarité socio-économique.

13. **La Lutte contre le Génocide et l'Exclusion des Minorités :** Le mouvement œuvrera à combattre toute idéologie du génocide et de l'exclusion des minorités par une formation civique et patriotique, à la réconciliation nationale et la promulgation des lois protégeant ces groupes de burundais. Cette formation civique et patriotique et ces lois concerneront également les responsables tant politiques, juridiques, militaires, policiers, administratifs de l'Etat, etc.

14. **L'intégration des Technologies de l'Information et de la communication (TIC) dans la gestion socio-économique du pays :** Les TIC se composent de nombreux secteurs de services et d'activités tels les services Internet, le développement des logiciels, les infrastructures de télécommunication et médias, les bibliothèques et centres d'informations, les réseaux sociaux et moteurs de recherche, le commerce électronique, la télémédecine et gestion des dossiers des patients, l'enseignement à distance, les réseaux du savoir et systèmes d'aide à la prise de décision, etc.



Face à ces défis, le MAP proposera une réponse nationale, ambitieuse et planifiée. Tenant en compte la nature même de ces technologies, qui traversent tous ces secteurs et de nombreux autres domaines de la vie sociale et économique. Ainsi, cette réponse devra être globale, établissant une vision et une stratégie de long terme, impliquant dans sa conception et sa mise en œuvre l'ensemble des secteurs économiques, sociaux, étatiques, civils, etc.

« **Le Mouvement d'Actions Patriotiques – Burundi Buhire** » est déterminé à mettre en œuvre cette vision socio-politique et économique, ainsi que son Plan d'Actions qui favorisera la construction d'une paix durable au profit du bien-être de tous les citoyens burundais.

Nous demandons à toutes les burundaises, tous les burundais épris de paix, de liberté, et désireux de participer à la refondation de la Nation Burundaise de rejoindre le « **Mouvement d'Actions Patriotiques– Burundi Buhire** ».

ENSEMBLE, NOUS REBATIRONS UNE NATION BURUNDAISE MODERNE, PAISIBLE, DIGNE ET PROSPERE POUR TOUS LES CITOYENS.

Fait à Bruxelles, le 29/02/2019

Emery Pacifique Igiraneza